



Notre plan d'urgence face à la crise des prix !

UNE CRISE ? PAS POUR TOUT LE MONDE !

Cette rentrée sociale est évidemment marquée par l'explosion des factures énergétiques. Que ce soit pour se chauffer, s'éclairer ou se déplacer, les prix explosent ! Les témoignages affluent et les factures d'acomptes énergétiques à plus de 800 €/mois ou de « pleins d'essence » à plus de 100 € ne sont plus des exceptions.

Les raisons sont simples : un marché complètement dérégulé, qui fait remonter l'argent de la classe travailleuse vers les caisses des multinationales de l'énergie. C'est du VOL, il n'y a pas d'autres mots ! Un vol prémédité que nous avons dénoncé dès les premières velléités de libéralisation du marché en 1996 et 2003. Cette libéralisation devait faire baisser les prix et garantir un approvisionnement d'énergie suffisant pour tous les ménages. Fameuse réussite !

En plus de mettre à terre le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs, cette situation met en danger tout le tissu économique industriel et des petites, moyennes et grandes entreprises incapables de faire face à leurs charges énergétiques. Il existe donc bien des vautours au nom d'Engie-Electrabel, Total Energie, BP... qui n'hésitent pas à mettre en balance le retour légitime de notre productivité contre leurs plantureux bénéfices totalement déséquilibrés, et donc illégitimes !

STOP AUX DEMI-MESURES

Dès les premières heures de cette montée des prix, la FGTB avait exigé et obtenu que la TVA sur l'énergie soit ramenée à 6 %, qu'un tarif social élargi soit mis en place et que la population puisse être soutenue tout au long de cette difficile période. Mais toutes ces mesures sont insuffisantes face à l'accélération de la crise. Ce que nous entendons du Gouvernement reste largement insuffisant ! Nous exigeons des mesures à la hauteur de la crise. Un plan d'urgence doit être adopté :

1. Le blocage des prix pour tout le monde à un prix abordable (avant crise)

Nous ne voulons pas de mesures qui créent la division. Tout le monde a le droit de se chauffer, s'éclairer, et se déplacer à un prix juste.

2. La nationalisation du secteur de l'énergie

Un secteur aussi stratégique ne peut être laissé dans les mains d'une poignée de spéculateurs. Il s'agit d'un enjeu fondamental pour la classe travailleuse, pour la transition énergétique et pour l'industrie. Ce bien essentiel doit être sorti des griffes du marché et du cadre de la sacro-sainte compétitivité.

3. La restitution des profits illégitimes

Les multinationales sont en train de gonfler leurs bénéfices grâce à des profits illégitimes. Les milliards encaissés par les leaders du secteur sont plus qu'indécents, depuis longtemps. Rien que pour Engie-Electrabel, on évoque 7,5 milliards de « surprofits ». Pour tout le secteur, ce sont plusieurs dizaines de milliards qui sont ponctionnés dans nos poches. Il est temps de les rendre !

4. Pas d'arrêté royal qui bloque les augmentations de salaires. Renforcement de l'index !

L'indexation des salaires ne suffit pas à maintenir les revenus au niveau du coût de la vie. L'inflation des prix ne se limite pas au secteur de l'énergie. Il est temps que nous disposions de la liberté de négocier librement nos salaires via une marge indicative. En outre, les milliards que le Tax-Shift a fait glisser des salaires vers les dividendes doivent être récupérés !

Dans les prochaines semaines, nous défendrons ce plan d'urgence en 4 points partout où nous irons ! Prioritairement dans la rue mais aussi devant les entreprises. Car pendant que l'énergie flambe, la FEB pointe nos salaires comme étant LE PROBLÈME ! Il est temps de changer de cap et de ton !